

Éditorial – Editorial

Y aura-t-il un « monde d'après » pour la recherche ?

Jamais, de façon aussi flagrante, la science n'avait occupé une place aussi déterminante dans la gestion publique. La crise sanitaire dite du Covid-19 a propulsé au premier plan l'une de ses branches d'application, la médecine, donnant ainsi à voir un visage de la science très contrasté. Certes, le lien entre la science et le gouvernement des sociétés est tissé depuis longtemps et, en France, inscrit dans une tradition républicaine qui remonte à la Révolution française. La figure de l'expert est devenue omniprésente, en particulier en contexte de crise, et elle a pris plus récemment une dimension inédite avec la montée en puissance des groupes d'experts internationaux pointant l'urgence climatique, l'inexorabilité de la perte de la biodiversité ou la sécurité alimentaire. Mais ce lien est en l'occurrence apparu si étroit que la séparation habituelle entre science et décision a semblé brouillée, sans que l'on sache si les choix politiques, jusqu'au moment du confinement, étaient ou non strictement fondés sur l'expertise scientifique. Quoi qu'il en soit, un lien aussi étroit illustre parfaitement ce que Michel Foucault avait nommé biopouvoir et qui se développe comme une véritable biopolitique, soit cet exercice du gouvernement centré sur la vie et les corps des individus. En même temps, ce lien a montré en quoi la recherche scientifique était aussi affaire d'hommes et de passions, où incertitudes et protocoles réglés sont exposés à une opinion découvrant un monde de la recherche en proie au doute mais aussi qui privilégie, plutôt que la controverse, des polémiques teintées de combat pour la reconnaissance et le pouvoir sur un domaine dans des institutions prestigieuses. Les sociétés à haute technologie sont vulnérables et elles attendent des promesses de la science une assurance qui leur garantisse leur durabilité, tout en s'inquiétant des risques eux-mêmes générés par ces technologies censées être protectrices, ainsi que l'a argumenté Ulrich Beck¹. Mais de quelle science s'agit-il aujourd'hui ?

La pratique scientifique s'exerce au sein d'institutions dédiées, des organismes de recherche aux

universités. Le moins que l'on puisse dire, c'est que, dans la reprise des activités scolaires, l'enseignement supérieur a été comme mis sur la touche, renvoyant aux organismes le soin de traiter les problèmes d'accès, et donc d'inégalités, aux ressources cognitives, et aux étudiants, en particulier les étrangers, celui d'attendre dans leurs chambres une hypothétique rentrée à l'automne dont on ne sait même pas si elle se déroulera en présentiel !

Laissés pour compte, mais pas délaissés. La (re)mise à l'agenda de la loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR), objet de contestation et même de rejet de la part de la communauté scientifique dans sa grande majorité, des syndicats représentatifs aux directeurs de laboratoire ou aux présidents d'universités, jusqu'à récemment l'avis défavorable du Conseil économique, social et environnemental (CESE)², selon un calendrier qui s'apparente à une volonté manifeste de passage en force, illustre ce que sera la recherche dans le « monde d'après », soit un paysage scientifique où les rapports entre science et société ne seraient en rien affectés par l'expérience inédite de la crise sanitaire.

Celle-ci a montré par exemple, outre la nécessité de financements conséquents et pérennes, combien la recherche devait s'inscrire dans la durée. L'épidémie du SARS-CoV-1 en 2020 a donné lieu à des programmes de recherche en infectiologie qui ont dû être rapidement abandonnés, faute de financements. Courte vue qui fait écho à la préférence accordée à la gestion par flux tendus, comme pour les masques, plutôt que par stockages. Elle a aussi montré que la temporalité de la recherche a son rythme propre, et que ne pas la respecter peut mener à des dérives portant atteinte à la rigueur et à l'éthique même de la démarche scientifique, comme l'a illustré la publication controversée dans *The Lancet*, dont deux des trois auteurs se sont retirés d'un article, publié après avoir été évalué par des pairs. Une des revues les plus prestigieuses dans son domaine qui n'aurait même pas les pratiques déontologiques de la presse quotidienne ? Et dont les conclusions sont immédiatement appliquées en termes d'action par les responsables politiques et

¹ Voir à ce sujet, dans le dernier numéro de *NSS* (27, 4), l'éditorial signé de P.-B. Joly, intitulé « Au-delà de la 'société du risque' » (https://www.nss-journal.org/articles/nss/full_html/2019/04/nss200008/nss200008.html).

² Les revues ont également pris part à ce mouvement de contestation auquel *NSS* a totalement adhéré (<https://universiteouverte.org/2020/01/20/liste-et-motions-des-revues/>).

administratifs, amenés à se rétracter dans la foulée face à l'invalidation des premières recommandations : qu'en est-il des régimes de véridiction dans cette immédiateté confondant recherche en cours et savoirs scientifiques établis ?

En regard des enseignements que l'on pourrait tirer de la place de la science dans la gestion publique d'une crise majeure, les traits que dessine la LPPR apparaissent bien pâles : augmentation des budgets de l'Agence nationale de la recherche, dont on sait combien ils mobilisent une énergie démesurée pour des résultats très aléatoires et concentrés sur une minorité, au détriment des financements récurrents qui sont gages de stabilité et d'inscription dans le temps long ; précarisation organisée de jeunes chercheurs avec des embauches en CDD, l'horizon d'une titularisation étant repoussé au terme d'un contrat soumis aux aléas, et d'une recherche qui

peut s'avérer une impasse et d'un contexte politique plus ou moins favorable.

« La science est ravagée par l'hyperspécialisation » rappelait récemment Edgar Morin dans *Le Monde*³. Le décloisonnement des disciplines comme l'ouverture à des savoirs qui relèvent d'une intelligence collective forgée au sein des sociétés, dans toutes leurs composantes, ainsi que l'ont montré les recherches sur le Sida pour en rester au domaine de la santé publique, sont des impératifs de plus en plus partagés. Travailler ensemble, scientifiques et acteurs sociaux, mais aussi travailler différemment sont une exigence pour répondre aux enjeux d'un monde où incertitudes et urgences se conjuguent et invitent à construire une recherche qui réponde à un « monde d'après ». À sa modeste place, *NSS* veut y contribuer.

Jean-Paul Billaud, Bernard Hubert

³ « Edgar Morin : 'Cette crise nous pousse à nous interroger sur notre mode de vie, sur nos vrais besoins masqués dans les aliénations du quotidien' », entretien publié dans *Le Monde* du 19 avril 2020.